Formation Spécialisée du 3 novembre 2026
du Comité Social d'Administration Local
de la DiSI Île-de-France

DÉCLARATION LIMINAIRE

Monsieur le Président de la Formation Spécialisée du Comité Social d'Administration Local,
Mesdames et Messieurs,
Cher·e·s Camarades,

En cette fin 2026, la colère sociale atteint un niveau rarement égalé. Après un été marqué par l'aggravation des conséquences de la crise climatique, la jeunesse s'est levée pour protester contre la dégradation avancée du système d'éducation et un avenir sans débouché. Cette mobilisation a suscité de l'écho dans la société tout entière qui subit les conséquences des politiques injustes menées par les gouvernements successifs.

En effet, les inégalités se creusent, largement favorisées par les choix fiscaux, budgétaires et économiques de ces 10 dernières années en faveur des ultra-riches et des grandes entreprises. D'après le magazine Challenges, **la part cumulée des 500 plus grandes fortunes françaises représentait en 1996 environ 80 milliards d'€ (6 % du PIB). En 2024, elle avoisinait 1 200 milliards d'€, soit 42 % du PIB. Le taux de pauvreté est quant à lui passé de 12,4 % de la population en 2004 à 15,4 % en 2024, passant ainsi de 7,7 à 9,8 millions de personnes** dont le niveau de vie est inférieur à 60 % du niveau de vie médian.

L'année 2026 semble plutôt bien démarrer : la France compte déjà 35 000 millionnaires de plus qu'en 2025, et les grandes entreprises françaises ont versé un montant record de **61 milliards d'euros à leurs actionnaires au cours du seul deuxième trimestre 2026**. « Grâce » aux conflits internationaux, TotalEnergies a généré environ 18,5 milliards d'€ de bénéfices nets sur les 9 premiers mois de 2026, 7,5 milliards d'€ sur le seul troisième trimestre. Mais les médias préfèrent mettre en avant les 500 millions d'€ que lui a coûtés le plafonnement des prix des carburants dans ses stations, ce qui n'est pourtant pas cher payé pour affaiblir durablement la concurrence !

Parce que ce gouvernement s'acharne à maintenir les privilèges de classe d'une minorité dont les profits ne cessent de progresser, il génère une violence sociale profonde et nous savons qu'on ne répond à celle-ci que par le dialogue et par la satisfaction des revendications, et non par l'interdiction des manifestations ou leur encadrement, et encore moins par la répression policière.

Les politiques d'austérité et la réduction obsessionnelle de la dépense publique frappent le monde du travail et, plus encore, les fonctionnaires. Elles détruisent progressivement le service public par les restructurations, les réorganisations, les suppressions d'emplois et les remises en cause des implantations territoriales. Pourtant, les situations dramatiques que nous avons connues cet été ont encore démontré à quel point les Services Publics sont essentiels. Ils demeurent un réel rempart pour nos concitoyens, assurant encore une certaine redistribution nécessaire des richesses, afin de garantir la cohésion sociale, malgré les attaques incessantes contre leurs missions.

Au sein des ministères économiques et financiers (MEF) les personnels sont en première ligne : ils subissent les « réformes », les suppressions de postes et servent de variable d'ajustement des politiques budgétaires. Nos missions sont bien au cœur du sujet. Nous travaillons pour la DGFiP. Nous savons que de l'argent, de la richesse, il y en a, une immensité. Il suffit de le mobiliser plus efficacement pour répondre aux besoins qui s'expriment.

Il y a urgence à mettre à l'ordre du jour cette autre logique, celle de la justice sociale et fiscale, la question de la répartition des richesses et de leur meilleure utilisation ! Quelques pistes :

- augmenter les salaires, les pensions et les minima sociaux (cet argent serait immédiatement réinjecté dans l'économie, ce qui relancerait la consommation et la croissance qui font aujourd'hui défaut) ;
- rétablir l'ISF et mettre en place une taxe du type « Zucman » sur les très hauts patrimoines (pour faire en sorte que les multi-millionnaires ne payent pas proportionnellement moins d'impôt que leur personnel de maison) ;
- lutter contre la fraude et l'évasion fiscales (80 milliards d'€ de recettes perdues par l'État) ;
- mettre à contribution les profiteurs de crise et de guerre (TotalEnergie ne paie pas d'impôt sur les sociétés en France !) ;
- promouvoir une autre politique du crédit, de la création monétaire et des financements (pour relancer les investissements utiles, une véritable industrie et des services publics de qualité).

Malheureusement, le PLF 2027 ne répond pas aux besoins de la société, des services publics, des politiques publiques et des personnels. Il étrangle tout développement économique et humain durable. Il n'y a rien dans le PLF 2027 pour répondre au sentiment de ras-le-bol, de mépris, de maltraitance… vécu par les personnels et les collectifs de travail, dont les conditions de vie au travail continuent de se dégrader dangereusement. Cela provoque des situations dramatiques pouvant aller jusqu'aux suicides, qui se multiplient jusque dans notre administration, comme nous le constatons depuis environ deux ans.

À la DGFiP, les réductions massives d'emplois (encore 176 annoncées en 2027), et la nouvelle taille à la hache du NRP2 visant à fermer ou déplacer plus de 360 services, auront des conséquences toujours explosives. Rien sur la situation que nous avons vécue cet été et la demande de mettre en place un plan pérenne d'adaptation de nos services à moyen/long terme sur le climat, hormis « *l'établissement d'une cartographie des bâtiments avec leur niveau d'adaptation à la canicule* » (qui servira à quoi ?) et une enquête « *afin d'identifier les critères de priorisation des opérations dans le cadre de la programmation immobilière, pour mieux faire face à un épisode de chaleur d'une intensité exceptionnelle* »… Une fois ces critères identifiés, quelles opérations seront priorisées, à quelle échéance et avec quel budget ? Mystère…

La CGT exige la rupture avec l'austérité et la mise en place d'un budget de justice fiscale et sociale. Il faut renforcer le service public, les emplois, les missions et les droits des agents, au lieu de faire payer les personnels, les usagers et les territoires !

Le gouvernement refuse d'entendre les revendications sociales.

La CGT appelle donc à généraliser la grève le 5 novembre,

journée de grève et de manifestations décidée par l'intersyndicale interprofessionnelle.

Rien n'est écrit d'avance, l'avenir nous appartient !